

Motion
du Conseil de laboratoire du LIPHA
(Laboratoire Interdisciplinaire d'Etude du Politique Hannah Arendt (UR7373))
Université Gustave Eiffel et Université Paris-Est Créteil
30/10/2020

Actuellement le Haut-Karabagh résiste à un torrent de bombes et de soldats envoyés par l'Azerbaïdjan (Etat musulman turcophile) qui veulent y prendre définitivement pied en y éradiquant toute trace arménienne.

La communauté internationale doit donc reconnaître de manière urgente le Haut-Karabagh, région de 150.000 habitants, arméniens à 95% qui appartiendrait officiellement à l'Azerbaïdjan seulement par un tracé de frontière réalisé par Staline en 1921.

L'Assemblée nationale du Haut-Karabagh a proclamé son indépendance le 2 septembre 1991, réitérée par un référendum du 10 décembre 1991 avec une écrasante majorité. Le 20 février 2017 a eu lieu à nouveau un référendum devant 104 observateurs de plus de 30 pays qui ont déclaré le scrutin parfaitement respectueux du processus démocratique - référendum donnant une nouvelle constitution, baptisant cette région "République de l'Artsakh" (son nom arménien) et cela à 87% des bulletins exprimés.

Le principe de l'autodétermination des peuples doit être reconnu. Le principe qui lui est ici opposé (« l'intangibilité des frontières ») et qui ferait du Haut-Karabagh une province de l'Azerbaïdjan est une négation de la réalité humaine et historique – et provoque la guerre actuelle. Les habitants du Haut-Karabagh défendent leur vie et leurs maisons alors que les Azéris sont dans une guerre de conquête de type archaïque.

Nous ne pouvons pas accepter de voir massacrer 150.000 personnes par un Etat de 10 millions d'habitants, riche de pétrole et de gaz convertis en armements massifs et agressivement soutenu par la Turquie.

Le Conseil de Laboratoire du LIPHA (Laboratoire Interdisciplinaire d'Etude du Politique Hannah Arendt (UR7373)) appelle à ce que de toute urgence une résolution soit trouvée pour arrêter les combats. Une reconnaissance officielle comme région autonome du Haut-Karabakh au niveau français puis international nous semble la seule voie d'une résolution de ce conflit.